

Les jeunes les moins qualifiés perdent le contact

Les hommes changent, les missions restent. A l'issue de l'assemblée générale statutaire de Vitacité*, jeudi 8 juin, Daniel Tréhin, maire de Morangis, a succédé à Bernard Nieuviaert, le maire de Longjumeau, à la présidence de la mission locale. Ce rendez-vous annuel a permis une nouvelle fois de mesurer l'ampleur de la tâche qu'il reste à accomplir en matière d'insertion professionnelle des jeunes en difficulté. Depuis 2004, le nombre de jeunes en contact avec la mission locale a progressé de 9%. Au total, en 2005, 4 020 jeunes ont fréquenté l'une des trois antennes de Vitacité (Longjumeau, Massy et Palaiseau), dont 1 354 nouveaux contacts.

La majorité des jeunes qui fréquentent la mission locale a entre 21 et 25 ans. Et, du point de vue de leurs qualifications, les jeunes accueillis ont, à plus de 52 %, un niveau V (niveau terminale, cycles courts professionnels...). Une nouvelle tendance ne manque pas néanmoins de susciter des interrogations chez les responsables de Vitacité. On remarque que les très petits niveaux (VI) ont diminué de moitié. Ce sont pourtant eux qui sont censés avoir le plus besoin d'être aidés et accompagnés pour trouver un job. Les plus pessimistes diront que ces jeunes très peu qualifiés ont perdu l'espoir de trouver un emploi "normal", et que la mission locale n'y peut plus rien pour eux. Reste que sur les 4 020 jeunes suivis par Vitacité, environ la moitié est en situation professionnelle (emploi, formation ou alter-



De droite à gauche : Daniel Tréhin, le nouveau président de Vitacité, Bernard Nieuviaert, son prédécesseur, Marjolaine Bouilly, journaliste animatrice de l'assemblée générale, Fabienne Schrempp, directrice de Vitacité, Guy Bonneau, conseiller régional, Jack Chopin Ferrier, président de l'Association des chefs d'entreprises du Centre d'envergure européenne (ACE CEE), et Jean-Yves Mace, commissaire aux comptes.

nance). Nouveauté en 2005, la mise en place du Contrat d'insertion dans la vie sociale (Civis) qui s'inscrit dans le plan de cohésion sociale du gouvernement. Il s'agit d'un dispositif qui permet à un jeune de recevoir 300 euros par mois pendant trois mois, moyennant un accompagnement étroit et un planning d'objectifs

strict à tenir. 480 jeunes en ont bénéficié l'an dernier, dont 160 de manière renforcée. En fin d'année, 30% d'entre eux étaient en formation, et 38% avaient trouvé un emploi. Pour 2006, un nouvel axe de travail voit le jour : "l'insertion professionnelle par le logement". Mis en place dans un premier temps sur la commune de Morangis, ce programme va

permettre à un jeune inscrit au service logement de la ville de bénéficier (moyennant une faible participation) d'un logement pendant un an. C'est la mission locale qui loue l'appartement au bailleur, en l'occurrence Effidis. Pour en bénéficier, le jeune doit travailler : être en contrat de professionnalisation, en CDD... L'Opievoy pourrait bien à son tour intégrer le dispositif sur Massy. Cette solution permet aux jeunes de réaliser des économies pendant un an, et espérer ainsi pouvoir se loger par eux-mêmes l'année suivante. Car il faut savoir qu'en gagnant le Smic, on ne touche aucune aide au logement, les APL notamment. Et vu les prix des loyers dans le Nord de l'Essonne... les jeunes en difficulté risquent de se déplacer petit à petit vers le Sud où les loyers sont parfois moins élevés.

Enfin, du point de vue financier, les responsables de Vitacité ont une nouvelle fois regretté que trois communes (dont les jeunes ont accès à la mission locale) ne versent toujours pas leurs subventions : Vauhallan, Ballainvilliers et Wissous. En 2006, La commune de Vauhallan rentrera dans le rang.

Olivier Fermé

*Vitacité couvre Ballainvilliers, Bièvres, Champlan, Chilly-Mazarin, Igny, Longjumeau, Massy, Morangis, Palaiseau, Saulx-les-Chartreux, Vauhallan, Verrières-le-Buisson, Wissous.

• Vitacité la mission locale, 10, av. du Noyer-Lambert à Massy. Tél. : 01.69.30.54.92. Web : www.vitacite.net